



Conseil économique et social

Distr.: générale
3 février 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office
des Nations Unies contre la drogue et le crime
et des États Membres dans le domaine de la prévention
du crime et de la justice pénale: ratification et application
des instruments internationaux visant à prévenir
et à combattre le terrorisme**

Assistance en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme

Rapport du Secrétaire-général

Résumé

Le présent rapport passe en revue les progrès réalisés en 2011 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier par son Service de la prévention du terrorisme, en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique pour la lutte contre le terrorisme. Il met en avant les efforts déployés et les difficultés rencontrées pour répondre aux besoins évolutifs des États Membres s'agissant des aspects de la lutte contre le terrorisme qui concernent la justice pénale et souligne à cet égard la nécessité d'un appui accru de la part des gouvernements pour surmonter ces difficultés. Pour conclure, il soumet une série de recommandations à l'examen de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

* E/CN.15/2012/1.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Fourniture d'une assistance technique	3
A. Approche pluridimensionnelle	3
B. Action élargie dans certains domaines thématiques	6
C. Partenariats pour la fourniture d'assistance technique	11
D. Évaluer l'assistance technique et mesurer son impact	16
III. Défis à relever	17
A. Renforcer la fourniture de l'assistance technique de telle sorte que celle-ci réponde aux besoins évolutifs des États Membres	17
B. Mobilisation d'un appui accru de la part des États Membres	18
IV. Conclusions et recommandations	19
Annexe	
Contributions au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale destinées aux projets d'assistance technique du Service de la prévention du terrorisme (au 31 décembre 2011)	21

I. Introduction

1. Le présent rapport couvre les activités menées en 2011 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), en particulier par son Service de la prévention du terrorisme, dans le cadre de l'assistance fournie aux États Membres pour la mise en œuvre des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme.

2. Au cours de la période à l'étude, l'Assemblée générale a réaffirmé le mandat de l'UNODC en matière d'assistance technique à la lutte contre le terrorisme dans ses résolutions 66/105, intitulée "Mesures visant à éliminer le terrorisme international", 66/171, intitulée "Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste", 66/178, intitulée "Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme" et 61/181, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique".

II. Fourniture d'une assistance technique

3. L'assistance technique fournie au titre de l'action antiterroriste l'est principalement par le Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC. Depuis janvier 2003, le Service a aidé, directement ou indirectement, 168 États à ratifier et à appliquer les instruments juridiques internationaux relatifs au terrorisme et à renforcer les capacités des systèmes nationaux de justice pénale à appliquer ces instruments de manière efficace et dans le respect de l'état de droit.

4. Outre l'assistance qu'il continue d'apporter à la ratification et à l'incorporation des conventions et protocoles dans le droit interne, le Service œuvre à satisfaire la demande croissante d'assistance soutenue en matière de renforcement des capacités. Dans le cadre de leur travail quotidien, les agents des systèmes nationaux de justice pénale ne disposent que de moyens limités pour appliquer les dispositions des instruments internationaux visant à prévenir et combattre le terrorisme et la législation nationale correspondante. Souvent, il manque les politiques, procédures et pratiques requises, ainsi que les connaissances et compétences de fond pour ce faire.

5. Mettant à profit les résultats de la restructuration menée en 2010, le Service continue d'apporter une réponse efficace aux nouveaux besoins en décentralisant davantage la programmation et la mise en œuvre des programmes vers les bureaux extérieurs et en renforçant l'appui au développement des compétences et la fourniture d'orientations depuis le Siège.

6. L'action antiterroriste menée par l'UNODC s'inscrit dans un cadre global, qui tient pleinement compte du travail effectué en ce qui concerne les instruments juridiques internationaux relatifs à la drogue et à la criminalité. Le Service coopère étroitement avec d'autres entités et divers bureaux extérieurs de l'UNODC. Il s'appuie sur un réseau d'experts de la prévention du terrorisme qui travaillent sur le terrain en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Asie et dans le Pacifique.

A. Approche pluridimensionnelle

7. Pour faire face à la demande accrue d'assistance technique en matière d'antiterrorisme, le Service a continué son approche pluridimensionnelle axée sur les volets suivants: a) une assistance soutenue adaptée aux besoins des praticiens nationaux de la justice pénale chargés de mener des enquêtes, d'engager des poursuites et de juger des affaires concrètes; b) une assistance visant à renforcer la coopération internationale, régionale et sous-régionale en ce qui concerne les affaires de terrorisme; et c) un appui au développement des compétences dans certains domaines spécialisés, notamment grâce à l'élaboration d'outils et de publications de fond spécialisées.

1. Fourniture et programmation de l'assistance technique au niveau des pays

8. En 2011, une assistance directe spécifique a été fournie aux 31 pays suivants: Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Belize, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Colombie, Costa Rica, Dominique, Fidji, Indonésie, Iraq, Jordanie, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Somalie, Suriname, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Par ailleurs, ont été organisés 22 ateliers thématiques régionaux et sous-régionaux que 65 pays supplémentaires ont pu mettre à profit.

9. Le Service a eu recours à des techniques de télécommunication économiques, en particulier des vidéoconférences, pour la préparation ou le suivi des activités sur le terrain, ainsi qu'aux communications électroniques pour la fourniture d'avis juridiques ad hoc.

10. Le Service a collaboré étroitement avec les autorités nationales chargées d'élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux contre le terrorisme dont la mise en œuvre nécessite l'engagement continu de l'UNODC au niveau local.

11. Pendant la période à l'étude, l'UNODC a établi des programmes détaillés de lutte contre le terrorisme pour un certain nombre de pays, dont l'Afghanistan, la Colombie, l'Indonésie, le Maroc, le Nigéria, les Philippines, la République démocratique populaire lao, le Viet Nam et le Yémen. D'autres programmes visant des pays spécifiques sont en cours d'élaboration. Au niveau régional, l'UNODC a mis au point, en collaboration avec des pays de la région visée, un sous-programme sur la lutte contre le terrorisme pour la période 2011-2013 intitulé "le Partenariat Asie de l'Est et du Sud-Est pour les ripostes des systèmes de justice pénale au terrorisme".

2. Outils d'assistance technique

12. Le Service a mis au point un nombre important d'outils d'assistance technique depuis 2003. La plupart d'entre eux sont disponibles dans les six langues officielles de l'ONU, et beaucoup ont été traduits dans diverses langues nationales.

13. La base de données des sources juridiques électroniques sur le terrorisme international (voir www.unodc.org/tldb), accessible au public, contient les dispositions législatives contre le terrorisme adoptées par plus de 140 États Membres, classées selon les catégories suivantes: droit pénal matériel, droit

procédural et coopération internationale en matière pénale. Cette base de données contient également le texte d'instruments juridiques internationaux et précise le stade auquel se trouve la ratification, avec mise à jour mensuelle, et une liste complète des conventions relatives à la lutte contre le terrorisme adoptées par les organisations régionales, ainsi que la jurisprudence pertinente.

14. Le Service continue d'utiliser, à des fins de formation, le *Recueil de cas sur les affaires de terrorisme*, lancé en 2010 et offrant un éclairage pratique fondé sur une analyse d'affaires concrètes, à l'intention des décideurs, des agents des systèmes de justice pénale et des agents de police chargés des enquêtes. Ce recueil annoté montre comment résoudre les difficultés liées à la conduite d'enquêtes et de poursuites efficaces. Il a été utilisé dans la préparation d'ateliers spécialisés de renforcement des capacités, tels que l'atelier national de formation qui s'est tenu à Antigua-et-Barbuda du 12 au 15 juillet 2011.

15. Le Service continue d'élaborer un programme de formation juridique complet destiné aux personnels des services nationaux de justice pénale, qui est une plateforme de transfert des connaissances et des compétences nécessaires au renforcement des moyens dont disposent ces personnels pour appliquer le cadre juridique universel contre le terrorisme. Le programme consiste en 10 modules de formation thématiques (portant notamment sur les matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires; la sécurité des transports; le financement du terrorisme; et l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes), pour lesquels des outils supplémentaires et des études de cas vont être élaborés. En juillet 2010, un module a été établi sur le cadre juridique universel contre le terrorisme et, en juillet 2011, un autre sur le thème "Coopération internationale en matière pénale: la lutte contre le terrorisme".

16. Ce programme s'appuie sur une démarche de formation des formateurs. Le Service a noué des partenariats avec des établissements nationaux de formation dans un certain nombre de pays bénéficiaires et organise actuellement un programme complet de formation des formateurs à l'intention des agents des systèmes de justice pénale. Au Sahel, des formateurs nationaux formés par l'UNODC ont organisé en 2011 des ateliers de formation: au Niger (en juillet), au Burkina Faso (en septembre), en Mauritanie (en octobre) et au Mali (en octobre). Du 26 au 28 octobre, un atelier régional de formation des formateurs sur les outils d'assistance technique judiciaire élaborés par l'UNODC et le Service de la prévention du terrorisme s'est tenu en Colombie à l'intention de l'Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Venezuela (République bolivarienne du)). Cet atelier avait pour objet de faciliter l'adoption et l'intégration de ces outils dans les programmes de renforcement des capacités des établissements de formation destinés aux procureurs, aux magistrats et aux représentants du ministère public, et dans les programmes d'autres établissements de formation. Il est envisagé d'adopter une approche analogue pour d'autres régions, dont l'Asie du Sud.

17. En coopération étroite avec divers États Membres et donateurs, et avec l'aide de ceux-ci, le Service a également élaboré des outils d'assistance technique thématiques. Un manuel intitulé *La réponse apportée par les systèmes de justice pénale pour soutenir les victimes d'actes terroristes* est sorti au mois de novembre. Un outil destiné aux agents des systèmes de justice pénale dans les affaires d'utilisation de l'Internet à des fins terroristes est en cours d'élaboration.

18. En février 2011, le Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC a lancé la nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne sur la lutte contre le terrorisme, outil interactif conçu spécifiquement pour dispenser des formations adaptées aux agents des systèmes de justice pénale, dans la lutte contre le terrorisme, tout en regroupant les personnes travaillant dans le secteur du contre-terrorisme de par le monde dans une communauté virtuelle unique leur permettant d'échanger leurs expériences et points de vue. Les membres inscrits à la plate-forme se tiennent à jour sur les nouveautés juridiques et mettent à profit les réseaux et les moyens de formation permanente, rendant plus viables encore les activités de renforcement des capacités menées par l'UNODC.

19. En 2011, le Service, par le biais de sa plate-forme d'apprentissage, a dispensé six cours de formation en ligne d'une durée de six semaines chacun et formé 155 agents des systèmes de justice pénale et des services de détection et de répression représentant 28 pays: Algérie, Argentine, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, France, Gabon, Guinée-Bissau, Liban, Mali, Mauritanie, Maurice, Mexique, Niger, Nigéria, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Togo et Turquie. Par ailleurs, 16 manifestations en direct ont été organisées pour les membres de la plate-forme dans diverses langues officielles de l'ONU.

B. Action élargie dans certains domaines thématiques

1. Renforcer la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme

20. Le Service a fourni une assistance ciblée visant à renforcer la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme par le biais notamment a) d'un atelier régional, organisé à New Delhi du 12 au 14 décembre auquel ont assisté des représentants des États Membres de l'Asie du Sud; b) d'un atelier régional organisé conjointement par l'UNODC et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) tenu à Almaty (Kazakhstan) du 11 au 13 juillet à l'intention des pays de l'Asie centrale, de l'Afghanistan, de l'Iran (République islamique d') et du Pakistan; c) d'un atelier sous-régional à l'intention des pays d'Afrique du Nord et du Sahel, tenu à Alger du 15 au 17 février; et d) d'un atelier sous-régional organisé conjointement avec l'Université arabe Nayef des sciences de la sécurité, tenu à Riyad du 13 au 15 février.

21. Le Service a également organisé la deuxième rencontre de la plate-forme judiciaire régionale pour les pays du Sahel, tenue à Niamey du 17 au 19 mai, ainsi que la troisième rencontre des correspondants de la plate-forme judiciaire régionale des États membres de la Commission de l'océan Indien à Quatre-Bornes (Maurice), les 7 et 8 juin.

22. Des ateliers nationaux de renforcement des capacités sur la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme ont été notamment tenus en Algérie du 11 au 13 octobre, en Jordanie les 27 et 28 février et au Mali du 5 au 7 avril puis du 21 au 23 novembre. Un atelier sur les questions ayant trait à l'extradition et à l'entraide judiciaire a été organisé du 21 au 23 novembre à l'intention de 20 agents du système de justice pénale du Mali.

23. En 2011, le Service a fait paraître et développé, de concert avec le Commonwealth et par le biais de la plate-forme judiciaire régionale du Sahel, un guide pratique contenant une information juridique et pratique pouvant servir à adresser efficacement une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire aux quatre pays de la plate-forme du Sahel en vue d'obtenir une réponse positive. Ce guide pratique existe en arabe et en français et est diffusé à tous les agents concernés des systèmes de justice pénale des quatre pays.

24. Au nombre des activités de l'UNODC visant à faciliter d'une manière générale la coopération internationale en matière pénale figurent l'élaboration d'outils tels que des recueils des meilleures pratiques, des lois types, un répertoire en ligne des autorités nationales compétentes et le rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire. Parmi ces activités figurent également des services consultatifs juridiques aux pays qui en font la demande et des formations destinées aux autorités compétentes dans le cadre d'ateliers nationaux, régionaux et interrégionaux. Dans le cadre de ses ateliers, le Service puise largement dans son manuel sur *La coopération internationale en matière pénale: la lutte contre le terrorisme*, qui s'inscrit dans le programme de formation juridique à la lutte contre le terrorisme et vise à aider les juristes travaillant dans ce secteur à élaborer des ripostes plus rapides et plus efficaces en se familiarisant avec les mécanismes d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale.

2. Traiter les questions relatives à la sécurité des transports

25. Le domaine de la sécurité des transports représente une part croissante des activités d'assistance spécialisée. En effet, des événements récents ont montré que l'aviation restait une cible de choix. Des efforts sont aussi nécessaires pour renforcer la sécurité des transports terrestres et maritimes.

26. Du 18 au 20 octobre, le Service a organisé, en collaboration avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), un atelier national à Douala (Cameroun), sur l'application des instruments universels ayant trait à la sécurité de la navigation maritime dans le contexte de la lutte contre le terrorisme transnational. De plus, l'UNODC mène des travaux dans le domaine de la lutte contre la piraterie, en étroite coopération avec l'Organisation maritime internationale (OMI).

3. Réprimer le financement du terrorisme

27. L'UNODC s'efforce d'apporter une assistance juridique et autre à la lutte contre le financement du terrorisme. Des initiatives spécifiques visent la prise de conscience, le renforcement des institutions et la fourniture d'assistance technique et la formation aux niveaux national et régional.

28. Au plan régional, les initiatives ci-après ont été mises en place:

a) Un atelier régional de formation visant à prévenir et combattre le financement du terrorisme, à l'intention des procureurs de rang supérieur, des analystes rattachés aux unités de renseignement financier et des représentants des Ministères de la justice et des affaires étrangères de Djibouti, d'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie et du Yémen; cet atelier s'est tenu à Nairobi du 6 au 8 décembre;

b) Un atelier régional sur la coopération transfrontalière organisé en partenariat avec le Secrétariat pour la sécurité pluridimensionnelle et le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des États américains (OEA), tenu à Montego Bay (Jamaïque) du 11 au 13 octobre;

c) Un atelier complémentaire sous-régional axé sur le gel, la saisie et la confiscation des fonds destinés au terrorisme, organisé conjointement avec l'OSCE et tenu à Bucarest les 13 et 14 décembre;

d) Un groupe de discussion sous-régional de haut niveau sur l'élaboration et l'application du régime juridique de lutte contre le financement du terrorisme, tenu à Bangkok du 30 novembre au 2 décembre;

e) Un atelier sous-régional organisé en collaboration avec le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des États américains (OEA) et le Service de l'immigration et du contrôle douanier du Département de la sécurité intérieure des États-Unis, à l'intention de participants venus de quatre pays d'Amérique du Sud, tenu à Asunción du 21 au 23 septembre;

f) Un atelier sous-régional sur les enquêtes sur les flux internationaux illicites de capitaux, organisé en partenariat avec le Secrétariat pour la sécurité pluridimensionnelle et le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'OEA, à l'intention de participants venus du Costa Rica, de la République dominicaine, du Guatemala et du Mexique, tenu à Mexico du 26 au 28 octobre;

g) Un atelier sous-régional, organisé conjointement avec MECOOR (Mesa de Coordinación sur le financement du terrorisme), visant à renforcer les capacités institutionnelles de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay à appliquer correctement la recommandation spéciale III du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, dans le contexte du gel et de la saisie des biens destinés au financement du terrorisme, tenu à Montevideo du 6 au 9 septembre;

h) Un atelier sous-régional à l'intention de participants venus d'Éthiopie, du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie, sur les questions ayant trait aux enquêtes et à la poursuite en cas de flux transnationaux illicites de capitaux et d'autres crimes financiers communs dans les zones frontalières, tenu à Addis-Abeba du 19 au 21 juillet;

i) Un atelier sous-régional sur les flux illicites de capitaux et les instruments financiers au porteur, destiné à des participants venus de Colombie, d'Équateur, de Panama et du Pérou, organisé conjointement avec le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'OEA et la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues, tenu à Bogota du 26 au 29 avril;

j) L'atelier destiné au Pakistan et à l'Asie du Sud-Est sur l'application d'un cadre juridique de lutte contre le financement du terrorisme, organisé en partenariat avec le Centre régional d'Asie du Sud-Est de lutte contre le terrorisme, tenu à Kuala Lumpur du 20 au 22 septembre.

29. Des ateliers nationaux thématiques ont été tenus, entre autres, en Afghanistan (26-29 avril et 20-22 juin), à Antigua-et-Barbuda (12-15 juillet), au Costa Rica (15-18 février), au Maroc (20-22 juin), au Nigéria (28-30 mars), au Pakistan (8-10 septembre), aux Philippines (29-31 mars), à Suriname (29 novembre-

1^{er} décembre) et en République-Unie de Tanzanie (1^{er}-3 mars). Une aide à l'élaboration de législations a été fournie à l'Afghanistan (30 septembre-7 octobre et 4 et 5 décembre), à Belize (15-18 mars), à la Dominique (3-5 octobre 2011), aux Philippines (25-29 juillet) et à Suriname (28 novembre-2 décembre).

30. Le Service de la prévention du terrorisme a organisé, à Ankara du 12 au 15 décembre, un atelier visant à resserrer la coopération entre le Centre pour l'analyse des transactions et rapports financiers d'Afghanistan et le Conseil turc sur les enquêtes en cas de crimes financiers dans l'optique de lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. De plus, un atelier régional axé sur la coopération entre les services de renseignement financier, organisé conjointement avec la Banque mondiale, s'est tenu à Astana les 25 et 26 janvier à l'intention des pays d'Asie occidentale et centrale.

31. En 2011, le Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme a continué d'encourager l'élaboration de politiques visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à sensibiliser les intéressés aux aspects transversaux de la question et à faire office de centre de connaissances spécialisées. Il a organisé plus de 40 formations et séances de renforcement des capacités et formé 1 362 agents des secteurs privé et public, et a fourni une assistance à la création et au fonctionnement de services de renseignement financier. Ce travail a été appuyé par la présence de conseillers techniques sur le terrain.

32. Le Programme mondial a également continué d'étendre son Réseau international d'information sur le blanchiment de l'argent, système de recherche intégré géré pour le compte d'une association d'organismes internationaux. Le Programme mondial intègre la Banque de données internationale contre le blanchiment de l'argent, base de données protégée par un mot de passe qui contient les lois de quelque 185 pays et territoires.

4. Prévenir le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique

33. Le Service a continué d'aider des pays à mettre en œuvre les instruments juridiques internationaux relatifs au terrorisme nucléaire, en étroite coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'autres organisations concernées.

34. Le Service a pris part à un atelier, tenu à Vienne les 27 et 28 janvier, sur le rôle de l'OSCE s'agissant de la manière de faciliter l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Par ailleurs, le Service a contribué à un atelier, organisé conjointement par le Centre pour le commerce international et la sécurité de l'Université de Georgia (États-Unis d'Amérique) et le secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur l'analyse de la législation qui fait défaut pour l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, atelier tenu à New York les 22 et 23 septembre à l'intention de six membres de la Communauté des Caraïbes: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

35. En sa qualité d'observateur officiel auprès de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, le Service a assisté à la première réunion technique, organisée par l'Initiative mondiale, de son groupe d'application et d'évaluation nouvellement créé, réunion tenue à Cordoue (Espagne) du 28 février au 3 mars. Des

séances plénières et des groupes de travail techniques sur la détection nucléaire et la criminalistique nucléaire ont eu lieu. Les 29 et 30 juin, le Service a pris part à la réunion plénière de l'Initiative mondiale, tenue à Daejeon (République de Corée).

36. L'UNODC a pris part à un séminaire sur la contribution de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à la sécurité et à la non-prolifération des armes chimiques, tenue à La Haye (Pays-Bas), les 11 et 12 avril.

37. L'UNODC participe au groupe de travail de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme sur la prévention des attaques terroristes utilisant des armes de destruction massive et la lutte contre ces attaques, et a pris part à un atelier sur la riposte internationale en cas d'attaque terroriste au moyen d'armes et de matières chimiques et biologiques et l'atténuation de ce type d'attaque, atelier tenu à La Haye (Pays-Bas) les 16 et 17 mai.

38. L'UNODC a assisté à la réunion annuelle du réseau international de formation théorique à la sécurité nucléaire, organisée par l'AIEA à Vienne du 8 au 12 août. De concert avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, l'UNODC rédige le chapitre sur la lutte contre le terrorisme destiné au programme de formation à la sécurité nucléaire élaborés par le réseau. L'UNODC a participé en qualité d'expert juridique à une mission de l'AIEA au Mexique, du 13 au 19 novembre, dans le but d'évaluer le cadre législatif et réglementaire du Mexique en matière nucléaire. Par ailleurs, l'UNODC a pris part à un atelier pilote organisé par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur la législation d'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, atelier tenu à Vienne du 1^{er} au 4 novembre. L'UNODC a assisté à la deuxième table ronde des correspondants nationaux pour l'Asie du Sud-Est, tenue le 11 mai à Bangkok, organisée par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice. Il s'agissait de peaufiner la structure des centres d'excellence grâce à la participation des pays d'Asie du Sud-Est.

39. Le 6 décembre, le Service a mené un atelier de formation national à Jakarta sur les préparatifs en vue de la ratification de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

40. Par le biais de la plate-forme d'apprentissage sur la lutte contre le terrorisme, le Service a organisé plusieurs manifestations en direct, axées notamment sur le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme nucléaire et les problèmes juridiques correspondants.

5. Renforcer les aspects procéduraux de la lutte contre le terrorisme liés à l'état de droit, en particulier la position des victimes pendant la procédure pénale

41. Conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, toutes les activités menées par l'UNODC dans le domaine de la lutte contre le terrorisme visent à mieux faire comprendre que l'adoption de mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et le respect de l'état de droit sont des objectifs complémentaires qui se renforcent mutuellement.

42. En réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale dans la résolution 64/168, le Service accorde une attention particulière aux besoins juridiques des victimes d'actes terroristes au cours des procédures pénales et

fournit, sur demande, une assistance technique au renforcement des capacités juridiques et judiciaires des États Membres en matière de justice pénale.

43. Mettant à profit les conclusions de deux réunions de groupe d'experts tenues à Vienne en mai 2010 et à Bogota en janvier 2011, un document d'orientation sur l'assistance technique intitulé *La riposte des systèmes de justice pénale à l'appui des victimes d'actes terroristes* a été lancé le 22 novembre au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à l'occasion d'une manifestation coprésidée par le Directeur exécutif de l'UNODC et le Président de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. Cette publication, établie en coopération avec la Section de la justice, a été intégrée aux activités de renforcement des capacités menées par le Service et vise à donner aux décideurs et aux agents des systèmes de justice pénale des idées concrètes sur les problèmes qui se posent à leurs homologues et les bonnes pratiques qu'ils ont mises au point aux niveaux national et régional.

44. Les projets d'assistance technique de l'UNODC ont également visé à améliorer la gestion et le fonctionnement des services de détection et de répression et des systèmes judiciaires et pénitentiaires, conformément aux règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

6. Lutter contre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes

45. Un atelier sous-régional spécialisé consacré à l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes a été organisé à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) du 26 au 28 juillet; y ont assisté des participants venus d'Arménie, de Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kirghizistan, du Pakistan, de la République de Moldova, du Tadjikistan et de l'Ukraine. Par ailleurs, un atelier national sur la manière de prévenir et combattre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes s'est tenu à Alger du 8 au 10 mars.

46. Le Service de la prévention du terrorisme, en coopération avec le Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, mène actuellement un projet visant à mettre au point un outil d'assistance technique destiné aux enquêteurs et aux procureurs dans les affaires d'utilisation de l'Internet par des terroristes. Cet outil, qui sera publié début 2012, donnera des orientations concrètes aux enquêteurs et aux procureurs sur les bonnes pratiques à suivre dans le contexte de questions juridiques spécifiques se posant dans les affaires de cyberterrorisme, concernant notamment l'incrimination de certains types de conduite, les techniques d'enquêtes spéciales, les stratégies de poursuite, la coopération internationale, la coopération entre le secteur public et le secteur privé et les questions correspondantes ayant trait aux droits de l'homme. Une fois au point, l'outil sera intégré à l'ensemble des outils et formations que le Service de la prévention du terrorisme met à la disposition des pays concernant l'application du cadre juridique universel de lutte contre le terrorisme. Une réunion initiale d'un groupe d'experts, qui a rassemblé des experts venus des services de détection et de répression, des universitaires, des membres des services de renseignement, des représentants d'organisations intergouvernementales et des praticiens, s'est tenue à Vienne les 5 et 6 octobre. Une deuxième réunion du groupe d'experts a eu lieu à Vienne les 2 et 3 février 2012. Le projet est mené en étroite coopération avec le Groupe de travail sur la lutte contre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme.

C. Partenariats pour la fourniture d'assistance technique

47. L'assistance technique fournie a été rendue plus efficace par une meilleure coordination et le renforcement des partenariats avec d'autres entités et organismes.

1. Coopération avec les organes du Conseil de sécurité traitant de la lutte contre le terrorisme

48. Les activités de lutte contre le terrorisme menées par l'UNODC le sont en coopération étroite avec le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité et sa Direction exécutive. Leurs fonctions sont complémentaires et se renforcent mutuellement: le travail de facilitation du Comité contre le terrorisme et de sa Direction exécutive précède et guide les activités d'assistance technique de l'UNODC; les activités d'assistance technique de l'UNODC aident à leur tour les pays à combler les lacunes et répondre aux besoins identifiés dans les moyens de lutte contre le terrorisme et aident le Comité et sa Direction exécutive à vérifier les mesures prises par les pays à cet effet.

49. Les activités ci-après ont été menées en 2011:

a) L'UNODC a participé à des missions du Comité et de sa Direction exécutive dans l'ex-République yougoslave de Macédoine du 12 au 14 octobre, au Myanmar du 22 au 25 octobre et au Mexique du 7 au 9 décembre;

b) Des experts de la Direction exécutive ont participé à des activités de l'UNODC et informé les participants des priorités prévues par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité;

c) Une information sur les activités prévues a été mise à la disposition de toutes les parties prenantes;

d) L'UNODC a fourni une assistance aux États dont les demandes lui avaient été transmises par le Comité et sa Direction exécutive;

e) L'UNODC a continué d'aider les États Membres qui en faisaient la demande à rassembler les éléments nécessaires pour présenter leurs réponses au Comité.

50. L'UNODC a pris part à plusieurs activités menées par le Comité et sa Direction exécutive, dont les suivantes:

a) Réunion régionale d'un groupe d'experts sur la prévention de l'exploitation du secteur à but non lucratif à des fins de financement du terrorisme, tenue à Bangkok du 22 au 24 mars;

b) Atelier national sur le renforcement de la fonction surveillance du Parlement pakistanais dans l'application de lois visant à lutter contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme, tenu à Islamabad les 16 et 17 mai;

c) Atelier régional sur la lutte contre le financement du terrorisme en Europe du Sud-Est, tenu à Belgrade les 29 et 30 juin;

d) Séminaire sur la poursuite des terroristes en justice, tenu à Ankara du 18 au 20 juillet;

e) Atelier sur l'application de la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité en Afrique de l'Est, tenu à Nairobi du 29 novembre au 1^{er} décembre.

51. À la demande du Président du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, l'UNODC a pris part à une réunion extraordinaire du Comité, organisée conjointement avec sa Direction exécutive et le Conseil de l'Europe, et tenue à Strasbourg (France) du 19 au 21 avril. Cette réunion extraordinaire portait sur une démarche préventive dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

52. La coopération s'est poursuivie avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaïda, les Taliban et les individus et entités associés¹ et son équipe d'appui technique et de surveillance des sanctions, ainsi qu'avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et son groupe d'experts. Des consultations périodiques ont eu lieu.

53. L'UNODC et le Service de la prévention du terrorisme ont organisé un atelier à l'intention des responsables afghans sur les rapports que les pays sont tenus de présenter aux comités du Conseil de sécurité sur l'application des résolutions du Conseil relatives à la lutte contre le terrorisme, avec la participation active de l'Équipe de surveillance, du Comité créé par la résolution 1540 (2004) et de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

2. Participation aux travaux de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme

54. L'UNODC participe activement aux travaux de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, qui regroupe quelque 31 acteurs du système des Nations Unies et INTERPOL, assurant ainsi la cohérence de ses activités de lutte contre le terrorisme dans le contexte des efforts déployés à l'échelle du système des Nations Unies.

55. En mai et décembre, l'UNODC a assisté à deux réunions interorganismes de l'Équipe spéciale, axées sur le renforcement de la coordination et de la coopération entre les différentes entités concernant les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'UNODC est intervenu sur le thème des enseignements retenus dans le cadre des travaux menés avec l'Initiative du groupe de travail sur l'assistance intégrée aux fins de la lutte contre le terrorisme, soulignant la nécessité de déployer de gros efforts pour obtenir et gérer l'information, ainsi que les possibilités de rendre le système plus utile en tant que plate-forme plus générale pour l'échange d'informations ayant trait aux différents aspects des travaux menés par l'Équipe spéciale. L'UNODC a contribué de manière constructive aux débats, concernant notamment l'idée d'étendre l'Initiative et de renforcer la coordination et de rendre plus efficace les travaux des groupes de travail de l'Équipe spéciale.

56. De concert avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, l'UNODC préside le Groupe de travail sur le financement du terrorisme relevant de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. L'UNODC a participé à une réunion du groupe d'experts de trois jours sur la prévention de l'exploitation du secteur non lucratif à des fins de financement du terrorisme, tenue à Londres du

¹ Le 30 juin 2011, le Conseil de sécurité a décidé de modifier le nom du Comité. Celui-ci devient "Comité du Conseil de sécurité créé par les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaïda et les individus et entités associés".

18 au 20 janvier. C'était là la première de plusieurs réunions qui se sont tenues dans le cadre du groupe de travail en 2011 et 2012, à l'appui des efforts déployés par les États Membres pour empêcher que les organisations terroristes exploitent le secteur à but non lucratif, dans le cadre de l'examen d'outils pratiques dont les gouvernements et les organisations à but non lucratif disposent pour atténuer ce risque.

57. L'UNODC joue également un rôle actif au sein du Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur la protection des droits de l'homme dans le contexte de la lutte antiterroriste et aide à l'élaboration d'une série de guides de référence sur les droits de l'homme fondamentaux sur des points spécifiques. Le Service de la prévention du terrorisme a participé à un colloque d'experts régionaux, tenu à Bangkok les 17 et 18 février, consacré aux principes fondamentaux du procès équitable pour les personnes accusées d'infractions terroristes.

58. L'UNODC participe au Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur le soutien aux victimes du terrorisme et la sensibilisation à leur cause. L'outil d'assistance technique qu'il a élaboré, *La réponse du système de justice pénale pour l'appui aux victimes du terrorisme*, constitue la contribution du Service à ce groupe de travail.

59. L'UNODC est également un membre actif du Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur la lutte contre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes. C'est dans le contexte de ce groupe de travail qu'il élabore un outil d'assistance technique sur ce point.

60. Dans le cadre du Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur la prévention et le règlement des conflits, l'UNODC a participé aux trois réunions d'experts consacrées à l'élaboration du Plan d'action conjoint concernant la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale et à la réunion ministérielle du 30 novembre, à l'occasion de laquelle la stratégie a été approuvée.

61. L'UNODC prend une part active au Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur la gestion des frontières dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et contribue au recueil Internet d'appui technique mis à la disposition des États Membres sur ce sujet.

62. En collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'UNODC coordonne l'initiative de l'Équipe spéciale sur l'assistance intégrée aux fins de la lutte contre le terrorisme, qui permet aux États Membres partenaires d'envoyer simplement, par le biais d'un point d'accès unique, aux entités de l'Équipe spéciale, leurs demandes d'assistance stratégique concernant les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'initiative vise à éviter tout double emploi, à encourager la consultation et à maximiser l'impact de l'assistance fournie. Tout au long de l'année 2011, l'UNODC a continué de contribuer aux travaux de l'initiative, en partenariat avec le gouvernement du Burkina Faso et celui du Nigeria et, par le biais du Service de la technologie de l'information, a continué d'assurer des services de technologie de l'information pour la mise à jour du système.

63. Par ailleurs, en partenariat avec le secrétariat de l'Équipe spéciale et le Gouvernement hongrois, l'UNODC a organisé un séminaire, tenu à Budapest le 17 juin, sur la sensibilisation à la Stratégie et aux efforts déployés pour la mettre en

œuvre aux niveaux national, régional et international. Le séminaire avait pour objet principal d'échanger les meilleures pratiques dans le domaine de la prévention du terrorisme et de renforcer les capacités nationales, régionales et mondiales de lutte contre le terrorisme.

64. En 2011, l'UNODC a pris part à une série de manifestations organisées par l'Équipe spéciale, dont des réunions régionales sur la mise en œuvre de la Stratégie en Afrique de l'Est (tenues à Addis-Abeba les 27 et 28 juillet) et en Afrique australe (tenues à Windhoek les 5 et 6 octobre).

65. Le Directeur exécutif de l'UNODC a participé au colloque du Secrétaire général sur la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, organisé par l'Équipe spéciale en partenariat avec le Cabinet du Secrétaire général et les entités constituant l'Équipe spéciale; ce colloque s'est tenu à New York le 19 septembre.

3. Partenariats avec d'autres organisations

66. Le Service a continué de travailler avec de nombreux partenaires internationaux: le Commonwealth, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, l'AIEA, l'Organisation internationale de l'aviation civile, le FMI, l'OMI, INTERPOL, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation de coopération de la Conférence islamique, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, et la Banque mondiale, ainsi qu'avec un grand nombre de partenaires régionaux et sous-régionaux, tels que l'Union africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'OEA, le CARICOM, la Communauté des États indépendants (CEI), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le Conseil de coopération des États arabes de Golfe, le Conseil de l'Europe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et Eurojust, la Commission de l'océan Indien, l'Académie internationale de police, le Centre de Jakarta pour la coopération des services de détection et de répression, la Ligue des États arabes, l'Organisation des États des Caraïbes orientales, l'OSCE, l'Université arabe Nayef des sciences de la sécurité, le Centre de cybersécurité et d'enquête sur la cybercriminalité de University College Dublin (Irlande), la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, le Centre régional d'Asie du Sud-Est de lutte contre le terrorisme et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

67. Les activités menées dans les Amériques sont organisées et exécutées conjointement avec le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des États américains, afin de garantir la complémentarité totale des programmes et de l'action. Un partenariat similaire a été mis en place avec l'OSCE pour les activités entreprises dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale. Le Service travaille également en étroite collaboration avec le Conseil de l'Europe par le biais du Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER). Le Service a participé

à une conférence internationale sur les victimes du terrorisme, qui s'est tenue à Saint-Sébastien (Espagne) les 16 et 17 juin et a été organisée conjointement par le Conseil de l'Europe et le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme. L'UNODC a signé, conjointement avec la Structure antiterroriste régionale de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, un protocole de coopération à l'appui de leurs efforts conjoints visant à rendre plus efficace l'action coordonnée contre le terrorisme. L'UNODC a également participé à la réunion de l'Assemblée interparlementaire des États membres de la Communauté des États indépendants tenue à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) du 6 au 8 avril.

68. L'UNODC a également formé des experts du Bureau des affaires juridiques d'INTERPOL à sa nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne sur le contre-terrorisme. Cette formation a été dispensée pour permettre à INTERPOL d'organiser des cours de formation en ligne sur le thème de la coopération internationale en matière pénale: outil essentiel dans la lutte contre le terrorisme; ces cours ont été dispensés conjointement avec l'UNODC, du 21 février au 1^{er} avril, à l'intention de certains agents des systèmes de justice pénale du Sahel, du 29 juillet au 9 septembre pour certains agents des systèmes de justice pénale et des services de détection et de répression d'Afrique de l'Ouest et, du 28 octobre au 9 décembre, pour certains agents des systèmes de justice pénale d'Algérie.

69. L'UNODC a continué d'intensifier l'échange d'informations avec l'Union européenne et engagé avec elle un processus de concertation régulier sur les politiques. Le Service a participé aux deuxième et troisième réunions de la concertation ONU-Union européenne sur les questions ayant trait à la lutte contre le terrorisme (7 février et 9 novembre). Les présidences – d'abord hongroise puis polonaise – de l'Union européenne ont invité l'UNODC à faire le point lors des réunions du Groupe de travail sur le terrorisme du Conseil de l'Union européenne sur l'évolution de l'action antiterroriste menée par l'UNODC (8 février et 13 juillet). Des consultations périodiques axées sur les politiques et les programmes ont eu lieu avec des homologues de l'Union européenne (Commission européenne et Coordonnateur pour la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne), avec des représentants des États membres de l'Union européenne et avec des représentants à Bruxelles des entités des Nations Unies menant une action contre le terrorisme. L'UNODC et le Service de la prévention du terrorisme ont participé à la réunion de hauts responsables de l'Union européenne et de l'UNODC tenue à Bruxelles le 14 octobre.

70. Dans le cadre de la coopération avec l'ASEAN, l'UNODC a participé au deuxième forum maritime de l'ASEAN tenu à Pattaya (Thaïlande), du 17 au 19 août. Dans le contexte du partenariat Asie de l'Est et du Sud-Est sur la riposte des systèmes de justice pénale au terrorisme, une étroite collaboration et des activités conjointes ont été mises au point avec le Centre régional d'Asie du Sud-Est pour la lutte contre le terrorisme, le Centre de Djakarta pour la coopération des services de détection et de répression et l'Académie internationale de police.

71. Le Service a participé à des activités organisées par le FMI, dont un atelier de formation axé sur le cadre législatif de la lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme, tenu à Singapour du 7 au 11 mars; le projet FMI/Philippines/Sri Lanka concernant une convention relative au financement du terrorisme, mené à Colombo le 11 février; et la réunion consécutive tenue à Manille les 4 et 5 juillet.

72. Le Service a également pris part à des activités menées par l'Université arabe Nayef des sciences de la sécurité, dont un atelier régional de formation axé sur le contrôle du mouvement des personnes et des marchandises et leur protection contre les actes terroristes, tenu à Riyad du 6 au 8 juin.

73. Le Service a en outre participé à des ateliers organisés par le Center on Global Counterterrorism Cooperation, notamment un séminaire sur les enseignements retenus à l'occasion d'enquêtes sur des actes de terrorisme, en partenariat avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement et son programme de renforcement des capacités contre le terrorisme, concernant l'application des conventions de l'Autorité relatives à l'extradition et à l'entraide judiciaire, la coopération internationale dans les enquêtes et poursuites en matière de terrorisme, le renforcement des réseaux de coopération transfrontière entre les autorités de police dans les États Membres de l'Autorité, la coordination interne, l'engagement de la communauté et l'importance des enquêtes sur les questions financières.

4. Coopération avec les pays bénéficiaires et les pays donateurs

74. Le Service adapte ses activités à la diversité des arrangements institutionnels et des cultures juridiques des pays dans lesquels il opère. Pour veiller à ce que son approche soit bien adaptée, le Service travaille de près avec des représentants et des experts des pays bénéficiaires. Outre les communications officielles échangées par l'intermédiaire des missions permanentes à Vienne et à New York et des ministères des affaires étrangères, des consultations systématiques et des relations de travail sont maintenues avec les différents ministères concernés et les services judiciaires et de poursuite.

75. Le Service remercie vivement les donateurs de leur soutien fonctionnel et financier extrêmement précieux. Entre janvier 2003 et le 31 décembre 2011, les contributions volontaires (acquittées et annoncées) ont atteint au total 57 881 743 dollars des États-Unis. Les contributions ou promesses de contributions viennent des pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Chypre, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie, ainsi que de la Commission de l'océan Indien, de l'Organisation internationale de la francophonie, de l'OMI, d'INTERPOL, de l'OSCE et de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. Certains des pays donateurs ont également soutenu l'action du Service en détachant des experts nationaux auprès des activités d'assistance technique du Service.

D. Évaluer l'assistance technique fournie et mesurer son impact

76. Pour améliorer sa capacité à faire porter l'effort sur les résultats escomptés, le Service a normalisé l'approche du suivi et de l'établissement de rapports. La stratégie de gestion du Service repose sur la définition de résultats réalistes, le suivi des progrès en vue de la réalisation de ces résultats, l'intégration des enseignements retenus dans les décisions de gestion et l'établissement de rapports sur la performance. Le cadre de suivi et d'évaluation mis en place par le Service prévoit des indicateurs de performance et des outils permettant de recueillir les données de

base par rapport auxquels les progrès sont mesurés à intervalles réguliers et en fin de projet. Le Service utilise ces données pour mesurer les impacts et en faire une analyse critique, apporter des changements à ces activités dans un souci de plus grande efficacité (si besoin est), retenir des enseignements à des fins d'échange d'informations et d'apprentissage au sein de l'organisation et orienter la mise au point des projets à venir.

77. Le début de l'année 2011 a vu la mise en place d'un nouveau système normalisé pour la gestion de l'information, mis au point par le Service. Ce système complet met en place des structures de technologie de l'information permettant au Service de suivre les activités de formation qu'il mène dans le monde, d'administrer des questionnaires sur les formations et d'établir des rapports spécialisés sur les résultats. À ce titre, ce nouveau système normalisé de gestion de l'information est pleinement intégré à la stratégie de suivi et d'évaluation du Service et fait donc partie intégrante de sa capacité à fournir une assistance technique de qualité adaptée aux besoins des États qui en font la demande.

78. Le rapport combiné d'évaluation de la formation le plus récent du Service sur les activités relevant de l'assistance technique souligne, entre autres choses, l'évaluation positive des cours faite par les participants, s'agissant notamment de l'auto-évaluation des connaissances et des compétences transmises durant les cours de formation.

III. Défis à relever

79. Le Service a adapté le contenu de ses activités d'assistance de manière à ce que celles-ci restent pertinentes et entièrement conformes aux besoins actuels et naissants des pays demandeurs, compte tenu de l'évolution du cadre externe de fonctionnement et de financement. Ce processus doit encore être consolidé, et il est indispensable à cet égard de renforcer les partenariats opérationnels et de mobiliser un appui technique et financier accru de la part des États Membres.

A. Renforcer la fourniture de l'assistance technique de telle sorte que celle-ci réponde aux besoins évolutifs des États Membres

80. Le Service doit continuer de fournir une assistance pour la ratification des instruments internationaux visant à prévenir et combattre le terrorisme et pour l'incorporation de leurs dispositions en droit interne et d'axer ces efforts sur les instruments les moins ratifiés.

81. Des efforts spécifiques sont déployés pour engager un dialogue avec les responsables de l'exécutif et avec les parlementaires, dont le soutien est nécessaire pendant le processus de ratification et pour l'adoption de la législation nationale requise.

82. Pour répondre à l'accroissement de la demande, des programmes visant à fournir une assistance approfondie au renforcement des capacités ont été mis en place dans un certain nombre de pays; d'autres pays ont manifesté leur intérêt. Pour lutter efficacement contre le terrorisme, les pays doivent se doter d'un système de justice pénale capable de fonctionner de manière intégrée et pouvant compter sur le

concours de toutes ses composantes, à savoir la police, le ministère public, les avocats de la défense, le système judiciaire et le système pénitentiaire. Des efforts supplémentaires s'imposent pour renforcer les aspects procéduraux fondés sur l'état de droit, notamment pour renforcer la position des victimes du terrorisme pendant les procédures pénales, en prenant appui sur le cadre juridique international et les règles et normes reconnues.

83. De plus, pour promouvoir la coopération régionale et sous-régionale entre les praticiens de la justice pénale, il faudrait appuyer la création de plates-formes judiciaires comme celles créées pour les pays de la Commission de l'océan Indien et le Sahel.

84. Des efforts particuliers doivent être déployés pour tenir compte des questions liées à la prévention du terrorisme, telles que l'incrimination de l'incitation et d'autres actes, notamment des voyages ayant pour but la participation à des camps d'entraînement de terroristes.

85. Du fait de la complexité croissante du terrorisme, le Service se doit d'accorder une attention accrue au renforcement et au transfert de compétences dans certains domaines thématiques, tels que la sécurité des transports, le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire, la lutte contre le financement du terrorisme et la lutte contre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes.

86. D'une manière générale, le Service devrait s'employer à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités à long terme, dans le cadre desquels des formations seraient dispensées à tous les acteurs concernés par la diffusion continue de matériels de formation facilement accessibles; un suivi efficace et des services d'appui continus seraient assurés sur le terrain. Dans cet esprit, l'UNODC adopte de plus en plus une approche de formation des formateurs selon laquelle il associe des établissements nationaux de formation à ses activités pour renforcer leurs compétences techniques par l'élaboration de modules relatifs à la lutte contre le terrorisme destinés à être intégrés à leurs programmes nationaux de formation. L'amélioration du programme complet de formation juridique fournit une base solide de ce point de vue.

87. Les réactions positives des participants viennent renforcer le renforcement des activités de formation en ligne. Le forum de communication virtuelle continue récemment créé permettra à ces derniers de rester en contact avec les fonctionnaires du Service qui ont animé la formation et avec les autres participants, et d'améliorer ainsi la viabilité des activités de renforcement des capacités. Ce forum permettra aussi de renforcer la coopération avec les partenaires extérieurs, notamment avec le secteur privé et la société civile.

88. La présence sur le terrain favorise une collaboration durable à long terme. Le détachement d'experts de la prévention du terrorisme dans les bureaux extérieurs de l'UNODC a permis au Service de travailler en étroite collaboration avec des fonctionnaires locaux à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités. Le Service envisage de décentraliser davantage ses capacités de programmation et de prestation de services.

89. Le Service s'efforce également de renforcer encore sa méthode de gestion axée sur les résultats. Les outils actuels d'évaluation de la performance et le système de gestion des informations vont permettre au Service d'améliorer la gestion et la

communication des données en faisant apparaître les progrès accomplis dans l'exécution des projets par rapport aux objectifs fixés. En ce qui concerne les activités de renforcement des capacités, l'analyse systématique des questionnaires d'évaluation permettra au Service de mieux suivre l'acquisition de connaissances et de compétences par les participants.

90. Le renforcement de la présence sur le terrain facilite la pleine intégration des activités de lutte contre le terrorisme menées par le Service dans les programmes régionaux et les programmes de pays de l'UNODC. Cette façon de procéder répond à la demande croissante de programmes d'assistance technique plus complets qui recouvrent non seulement la prévention du terrorisme, mais aussi la réforme de la justice pénale et la prévention de la criminalité transnationale organisée et de la corruption, l'idée étant de cibler des activités criminelles connexes pour renforcer la lutte contre le terrorisme.

B. Mobilisation d'un appui accru de la part des États Membres

91. Grâce à l'appui financier fourni par ses 25 pays donateurs et quelques organisations donatrices, le Service a pu mettre en place, tant au Siège que dans un certain nombre de bureaux extérieurs, un vivier de compétences spécialisées de base et les moyens minimaux de secrétariat nécessaires pour planifier, exécuter, coordonner et gérer efficacement l'assistance à la lutte contre le terrorisme et les partenariats correspondants.

92. Le fait que le Service soit tributaire des contributions volontaires rend toutefois difficile toute planification à long terme, y compris le maintien des compétences techniques spécialisées nécessaires. Les incertitudes quant à son financement sont restées une des principales préoccupations du Service en 2011.

93. Le financement des compétences spécialisées et des fonctions de secrétariat de base au moyen de ressources extrabudgétaires n'est pas viable. Si l'on veut préserver ces compétences et pouvoir assurer les fonctions de secrétariat, il faut pérenniser les moyens correspondants par une augmentation des ressources provenant du budget ordinaire. Hormis un poste supplémentaire d'administrateur adjoint approuvé en décembre 2007 et un poste de la classe P-4 approuvé en décembre 2011, les ressources du budget ordinaire allouées au Service sont restées pratiquement au même niveau depuis 2003. Or, des ressources stables inscrites au budget ordinaire sont impératives pour que le Service puisse répondre aux attentes des États Membres.

94. En outre, le Service a besoin de fonds pluriannuels et prévisibles non réservés à des fins spéciales pour pouvoir continuer à mener ses principales activités d'assistance technique et s'acquitter ainsi de son mandat général. Étant donné l'importance que revêt le bon fonctionnement du système de justice pénale pour la prévention du terrorisme, et pour permettre un développement socioéconomique durable dans les pays bénéficiaires, les États pourraient peut-être envisager de recourir plus systématiquement aux fonds de développement pour financer les activités du Service.

IV. Conclusions et recommandations

95. Face à la menace persistante que représente le terrorisme, il est impératif de porter une attention soutenue et d'apporter un appui constant aux efforts visant à renforcer le régime juridique de la lutte contre le terrorisme et aux activités d'assistance technique destinées à accroître les capacités nationales en la matière. Comme le souligne la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, une action de la justice pénale reposant sur la primauté du droit est essentielle pour lutter contre le terrorisme à l'échelle mondiale, et elle constitue le pivot et la condition indispensable d'autres initiatives.

96. Les demandes d'assistance technique reçues par le Service montrent qu'il y a un besoin croissant d'assistance pour le renforcement des capacités, qui s'ajoute à la nécessité d'une assistance continue pour la ratification des instruments internationaux visant à prévenir et combattre le terrorisme et leur incorporation dans le droit interne. En particulier, la nécessité d'une assistance durable, approfondie et adaptée sur le terrain et d'un travail directement mené auprès des praticiens de la justice pénale prenant part aux enquêtes, aux poursuites et aux jugements dans les affaires concrètes se fait de plus en plus sentir. L'UNODC devrait continuer à aider à renforcer les mécanismes de coopération internationale en matière pénale pour lutter contre le terrorisme, y compris en soutenant la création des réseaux et des plates-formes nécessaires.

97. Les demandes reçues montrent également qu'il est nécessaire de renforcer l'acquisition et le transfert de connaissances spécialisées et de fond dans des domaines tels que le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique, la sécurité des transports, le financement du terrorisme et la lutte contre l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes. Il faut des programmes d'assistance technique plus complets qui permettent aux praticiens de la justice pénale de traiter toute une série d'infractions pouvant être liées au terrorisme.

98. La diffusion de connaissances spécialisées devrait se poursuivre sur le terrain ainsi que par le biais de méthodes et de mécanismes de formation novateurs et économiques tels que les cours en ligne et les cours sur ordinateur.

99. La Commission souhaitera peut-être formuler de nouvelles orientations sur la manière dont l'assistance technique offerte par l'UNODC concernant les aspects de la lutte contre le terrorisme qui sont liés à la justice pénale pourrait être renforcée, qu'il s'agisse du contenu ou des mécanismes de prestation, afin d'être mieux adaptée aux besoins évolutifs des États Membres. Aussi souhaitera-t-elle peut-être prier l'UNODC d'aider les États Membres à s'attaquer aux liens qui pourraient exister entre les actes terroristes et d'autres activités criminelles.

100. L'UNODC, en particulier son Service de la prévention du terrorisme, est fermement déterminé à continuer d'aider les États Membres et de répondre à leurs besoins. Il va donc continuer de rechercher des synergies avec d'autres entités des Nations Unies, y compris dans le cadre de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et de travailler avec des entités partenaires aux niveaux international, régional et sous-régional pour multiplier les efforts tendant à accroître au maximum la consultation, la coordination et la coopération en matière d'assistance à la lutte contre le terrorisme.

101. La Commission souhaitera peut-être donner de nouvelles orientations en ce qui concerne la participation de l'UNODC aux travaux de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. La Commission pourrait inviter les organes du Conseil de sécurité traitant de la lutte contre le terrorisme, le Bureau de l'Équipe spéciale et d'autres entités membres de l'Équipe spéciale, ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales concernées à coopérer davantage avec l'UNODC sur les questions relatives à la lutte contre le terrorisme, afin de renforcer les synergies et d'éviter tout double emploi.

102. La Commission souhaitera peut-être également inviter l'UNODC à resserrer sa coopération avec le secteur privé et avec la société civile sur les questions relatives à la lutte contre le terrorisme et dans les domaines connexes.

103. L'UNODC compte sur les États Membres pour accroître leur soutien tant politique que financier et lui permettre ainsi de continuer à les aider à mettre en place un régime juridique international de lutte contre le terrorisme fondé sur l'état de droit et entièrement fonctionnel. Les pays donateurs ont versé des contributions volontaires extrêmement précieuses, mais il importe de rappeler que le niveau actuel des ressources ne suffit pas pour répondre au nombre croissant de demandes et à la nécessité correspondante d'accroître les activités d'assistance technique et les initiatives de fond. Les États Membres devraient donc fournir des ressources suffisantes pour pérenniser les activités de lutte contre le terrorisme menées par le Service de la prévention du terrorisme, en prévoyant une augmentation suffisante des ressources inscrites au budget ordinaire et en allouant des ressources extrabudgétaires pluriannuelles prévisibles.

104. La Commission souhaitera peut-être exprimer sa reconnaissance aux pays donateurs pour les contributions volontaires mises à la disposition de l'UNODC, et inviter les États Membres à accroître le niveau des ressources extrabudgétaires et des crédits inscrits au budget ordinaire, de telle sorte que l'UNODC puisse continuer de mener ses activités dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Annexe

Contributions au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale destinées aux projets d'assistance technique du Service de la prévention du terrorisme, au 9 janvier 2012
(en dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant total versé et annoncé</i>	<i>1999- 2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012^a</i>
Allemagne	5 787 959		162 690	256 400	242 130	229 935	311 088	678 544	2 724 102	838 987	344 083	
Autriche	2 712 044	308 507	730 689		242 364	10 823	631 007		267 115	255 231	266 308	
Belgique	1 150 231							345 853	362 965	441 413		
Canada	6 741 356			47 071	74 371	689 211	465 967	727 787	934 389	1 375 870	2 426 690	
Chypre	13 643										13 643	
Colombie	483 630						80 000	70 667		332 963		
Danemark	4 484 814			181 737	182 481	953 030	885 960	564 791	504 829	562 351	549 625	
Espagne	2 268 506		156 576		47 337	401 786	672 043	647 668		288 600	54 496	
États-Unis	5 251 710	230 000		250 000	446 000	298 000	200 000	148 375	200 000	250 000	1 706 438	1 522 897
France	2 758 137		247 578	246 305	283 314	365 475	346 629	310 419	215 827	399 021	343 569	
Grèce	70 000						70 000					
Hongrie	52 562										52 562	
Israël	30 000								20 000		10 000	
Italie	3 214 990	263 259	271 150	306 373	600 000	523 965	535 000		557 103	1 798 290	158 140	
Japon	2 202 341	30 000			66 160	50 000	83 855	66 000	66 983		41 053	
Liechtenstein	454 172				50 000	50 000	100 000	100 000		45 594	108 578	
Monaco	405 227					60 000	60 000	59 611	65 616	80 000	80 000	
Norvège	3 829 771			442 478	459 382	228 310	248 262	870 575	572 292	645 265	363 207	
Nouvelle-Zélande	411 064						137 691	118 548	51 144	103 681		
Pays-Bas	2 765 755		4 720		887 709	889 335	21 542	938 804		23 645		
Roumanie	123 305									123 305		
Royaume-Uni	4 318 887		478 000	212 146	584 348	957 092	877 594			449 221	760 486	
Suède	7 328 398			491 344	820 000	1 303 180	1 374 122		1 367 006	1 080 134	902 612	
Suisse	328 074			40 000		40 000	40 000	80 000	122 619	45 455		
Turquie	504 534	45 170		25 000	25 000	27 942	76 422	50 000	140 000	100 000	15 000	
INTERPOL	11 536								11 536			

<i>Donateur</i>	<i>Montant total versé et annoncé</i>	<i>1999- 2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012^a</i>
Commission de l'océan Indien	4 518								4 518			
Organisation de la francophonie	78 616							78 616				
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	25 963					13 175			12 788			
Organisation maritime internationale	40 000									40 000		
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	20 000									20 000		
Total	57 881 743	876 936	1 573 403	2 233 364	4 349 738	6 195 335	7 225 738	8 107 974	8 300 832	8 849 815	7 885 225	2 283 383

^a Comprend les contributions non encore annoncées mais confirmées de manière informelle, et les annonces de contributions qui doivent être finalisées.